



Cofinancé par  
l'Union européenne



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands

# Communiqué Final

## Conférence Régionale

Repenser la démocratie en contexte d'instabilité :  
stratégies pour une gouvernance endogène et  
inclusive en Afrique de l'Ouest et au Sahel

16 et 17 février 2026 / Dakar - Sénégal



## **Gorée Institute**

*Centre pour la Démocratie, le  
Développement et la Culture en Afrique*

À l'initiative du **Gorée Institute**, organisation panafricaine engagée dans la promotion de la paix, de la gouvernance démocratique et du dialogue politique, s'est tenue à Dakar une conférence régionale consacrée à la refondation des modèles démocratiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des programmes Power of Dialogue (PoD), mis en œuvre avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, et le projet « Recherche au Service de la Démocratie et de la Cohésion Sociale » (RESDECS), cofinancé par l'Union européenne à travers le programme Team Europe Démocratie et mis en œuvre par Enabel.

La conférence a rassemblé des participants venus du Mali, du Sénégal, de la Guinée, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana et du Bénin, représentant institutions publiques, universités, centres de recherche, organisations de la société civile, institutions régionales, acteurs politiques, partenaires techniques et financiers, médias et défenseurs des droits humains.

## **1. Un diagnostic partagé : une démocratie fragilisée, mais porteuse d'avenir**

Les participants ont dressé un constat lucide : malgré les avancées enregistrées depuis les années 1990 en matière de pluralisme politique et de participation citoyenne, la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel traverse une phase critique.

Multiplication des coups d'État, transitions militaires prolongées, restrictions des libertés publiques, défiance citoyenne, montée des inégalités sociales et territoriales, ces dynamiques traduisent une crise profonde du contrat social.

Il a été souligné que les modèles démocratiques perçus comme exogènes ou déconnectés des réalités sociopolitiques locales suscitent une remise en question croissante. Les réponses sécuritaires, bien que nécessaires dans certains contextes, ne sauraient se substituer aux réformes politiques inclusives et à la participation citoyenne.

## 2. Vers une gouvernance endogène et inclusive

Les échanges ont mis en évidence la nécessité de promouvoir des approches endogènes, fondées sur :

- Les valeurs et savoirs locaux ;
- L'appropriation nationale des réformes ;
- La participation active des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés ;
- La redevabilité et la transparence dans l'action publique.

Les participants ont insisté sur la compatibilité possible entre principes universels de la démocratie et réalités sociopolitiques africaines, à condition que les processus soient inclusifs et portés par les acteurs nationaux eux-mêmes.

## 3. Recherche et evidence-based policymaking

La conférence a valorisé les résultats des recherches menées dans le cadre du projet RESDECS en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Sénégal.

Les discussions ont souligné :

- L'importance de la recherche appliquée pour éclairer les décisions publiques ;
- La nécessité de renforcer les passerelles entre chercheurs, décideurs et société civile ;
- L'utilité des policy briefs comme outils d'aide à la décision et de plaidoyer.

Les participants ont appelé à institutionnaliser l'usage de données probantes dans l'élaboration des politiques publiques, notamment dans les domaines de la cohésion sociale, de la gouvernance sécuritaire et de la participation citoyenne.

## 4. Sécurité, espace démocratique et cohésion sociale

Les débats ont mis en lumière l'interdépendance entre gouvernance sécuritaire et gouvernance démocratique. La protection des libertés publiques, même en

contexte d'urgence ou d'instabilité, a été reconnue comme une condition essentielle de la légitimité de l'État.

Les participants ont également souligné l'importance :

- De mécanismes de prévention des conflits et de médiation locale ;
- De la réduction des inégalités sociales et territoriales ;
- De l'inclusion effective des femmes dans les dispositifs de gouvernance sécuritaire.

## **5. Cadres régionaux et partenariats internationaux**

La conférence a examiné le rôle des organisations régionales, notamment la CEDEAO et l'Union Africaine, dans l'accompagnement des transitions démocratiques et la consolidation institutionnelle.

Les participants ont souligné l'importance d'une coopération internationale respectueuse de la souveraineté des États et de l'appropriation nationale des réformes. La conditionnalité démocratique a été discutée dans ses opportunités et ses limites, en appelant à un partenariat équilibré et responsable.

## **6. Recommandations et engagements**

**À l'issue des travaux, les participants :**

1. Appellent à des réformes institutionnelles inclusives et participatives dans les pays en transition ;
2. Encouragent la consolidation de mécanismes de redevabilité renforçant la confiance entre citoyens et institutions ;
3. Recommandent l'intégration systématique des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels ;
4. Plaident pour une meilleure articulation entre gouvernance sécuritaire et respect des libertés publiques ;
5. Soutiennent la production et l'utilisation de recherches appliquées pour éclairer l'action publique ;

6. Réaffirment la nécessité de renforcer le dialogue régional et la coopération entre acteurs étatiques et non étatiques.

## 7. Adoption d'une position commune

Les participants ont adopté une déclaration commune en faveur d'une gouvernance démocratique endogène, inclusive et redevable, affirmant leur engagement à poursuivre le dialogue régional et à transformer les recommandations formulées en actions concrètes.

En réaffirmant que la démocratie ne peut être durable sans légitimité, inclusion et appropriation nationale, la Conférence régionale de Dakar appelle l'ensemble des acteurs à œuvrer collectivement pour une gouvernance résiliente, fondée sur la participation citoyenne, la justice sociale et la cohésion régionale.



[www.goreeintitut.org](http://www.goreeintitut.org)  
[info@goreeintitut.org](mailto:info@goreeintitut.org)  
(+221) 33 849 48 49  
Résidence Bibi, Rue  
des Gourmets/Ile de Gorée